

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le
11/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON)

« Terres d'Epinoy »
Parc d'activité de l'aérodrome ouest
59220 Rouvignies

Références : 2024-V1-315
Code AIOT : 0007005435

Annexe 1 : planche photographique
Annexe 2 : projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON) implanté « Terres d'Epinoy » Parc d'activité de l'aérodrome ouest 59220 Rouvignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON)
- « Terres d'Epinoy » Parc d'activité de l'aérodrome ouest 59220 Rouvignies
- Code AIOT : 0007005435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Logistique France SAS (ex DECATHLON) est une société qui détient une vingtaine d'entrepôt en France ce qui lui confère une forte expérience dans le domaine de la logistique.

Le site concerné se trouve sur la commune de Rouvignies.

Il s'agit d'une plateforme logistique destinée à la desserte du Nord de l'Europe, sur un croissant Bénélux – Nord de France et stocke uniquement du textile.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 17 octobre 2012 modifié le 25 novembre 2015, le 21 décembre 2016 et le 1^{er} décembre 2020.

Le bâtiment offre une forme générale en U. Il est composé de deux zones de stockage reliées par les bureaux et locaux techniques.

Chaque aile logistique se compose, de 6 cellules de surface inférieure à 6 000 m² presque entièrement automatisées. Une passerelle permet également de relier la cellule 3 à la cellule 10. Cette passerelle abrite des convoyeurs et permet le transit des cartons d'un bâtiment à l'autre.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie – entrepôt 1510

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone de charge de batteries - C1, 2, 3 et 4	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	défense incendie (hors EAI)	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Défense incendie - EAI	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 1.4	Sans objet
6	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 24/09/2020, article L.513-1	Sans objet
7	Comportement au feu - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.1.1.1	Sans objet

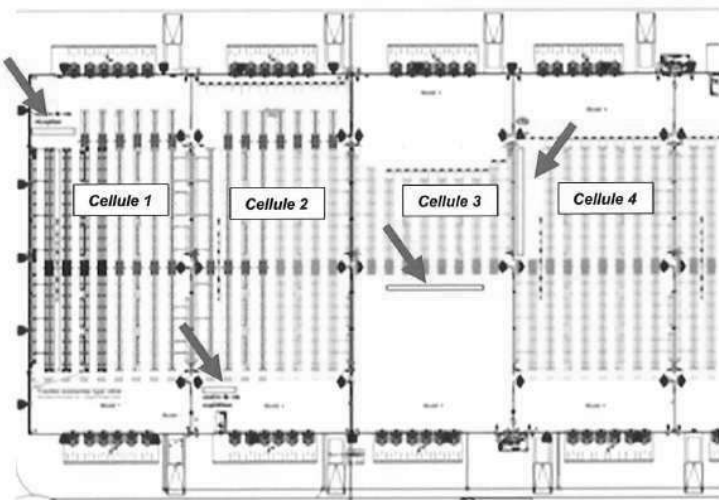
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, la visite a permis de relever plusieurs non-conformités et observations reprises ci-dessous.

D'une manière générale il convient de mettre en place les outils de suivi pertinents concernant les actions correctives engagées à l'issue des différents contrôles des équipements concourants à la lutte contre l'incendie sur le site et de vérifier la pertinence des contrôles et des résultats au regard des attendus et des obligations du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone de charge de batteries - C1, 2, 3 et 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, implantation - signalisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2020: A l'issu du chapitre 8.4 de l'AP du 17/10/2012 modifié est inséré le chapitre suivant : Chapitre 8.5 Zones de charge des batteries : les cellules 1, 2, 3 et 4 comportent des zones de charge implantées selon le schéma repris ci-dessous :</p> 

<p>Ces zones de recharge sont distantes de 3 mètres de toute matière combustible et sont protégées contre les risques de court-circuit. Elles sont délimitées par des marquages au sol.</p> <p>Les zones de charge sont dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriées aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Les batteries Lithium utilisées sont des batteries étanches qui ne nécessitent ni entretien ni ajout d'eau. Les batteries utilisées sont dotées d'une technologie qui produit peu d'hydrogène.</p> <p>Le seuil de la concentration en hydrogène dans l'air ne doit pas dépasser 1%.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, seule une zone de charge en cellule 3 est présente. L'exploitant précise que les zones de charge en cellule 1,2 et 4 ont été supprimées. Par ailleurs cette zone de charge en cellule 3 a été agrandie et dispose à présent de 3 lignes de recharge (contre une seule présente initialement - cf schéma et photo).</p> <p>Cette zone de charge n'est pas distante de 3 m de toute zone de stockage de combustible, elle est en effet accolée à un rack de stockage (cf photo).</p> <p>Par ailleurs elle n'est pas délimitée par un marquage au sol.</p> <p><u>Non-conformité :</u> il convient de délimiter la zone de charge de batterie en cellule 3 par un marquage au sol et de respecter une distance de 3 m avec les stockages de matières combustibles présents au sein de cette cellule.</p> <p>Par ailleurs, cette situation constitue une modification notable qui n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance (cf PC n° 9)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : défense incendie (hors EAI)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 16 de l'APC du 25/11/2015 :</u></p> <p>la première phrase de l'article 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 est modifiée comme suit :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 360 m³/h utilisables en 3 heures soit 1080 m³.</p> <p>Après la phrase: « Un bassin de réserve complémentaire de 360 m³ équipé de 3 aires de mise en station avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours » est ajoutée la phrase suivante: « Un bassin de réserve complémentaire de 120 m³ équipé d'une aire d'aspiration de 10 x 4 mètres avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours. Cette réserve doit être située en dehors des flux thermiques.</p> <p>[...]</p>

Article 7.7.3.1.2 APA du 17/10/2012 modifié:

*La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 300 m³/h utilisables en 3 heures soit 900 m³ --> **modifié par APC du 25/11/2015 ci-dessus.***

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

Afin de respecter ces dispositions, sont implantés :

- des appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. Notamment :

12 poteaux d'incendie privés DN150 sur un réseau bouclé capable d'assurer un débit minimum de 180 m³/h).

Un bassin de réserve complémentaire de 360 m³ équipé de 3 aires de mise en station avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours.

Un bassin de réserve complémentaire de 120 m³ équipé d'une aire d'aspiration de 10 x 4 mètres avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours. Cette réserve doit être située en dehors des flux thermiques.

Les poteaux incendie sont répartis judicieusement autour du bâtiment, à moins de 100 mètres des cellules les plus défavorisées et distants entre eux de 200 mètres.

[...]

- Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux, [...]

- des robinets d'incendie armés de diamètre nominal 33 [...] et leurs emplacements sont signalés d'une façon visible.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un parc d'extincteurs (environ 500) et de RIA en nombre.

Les rapports de vérification des extincteurs et des RIA ont été examinés en séance.

- x Extincteurs : rapport DESAUTEL n°03455101-001 du 05/07/2023 : pas de remarque de la part de l'inspection.
- x RIA : rapport CLF SATREM (conformément à la règle APSAD R5) en date du 22/06/2023 : pas de remarque pour les cellules 3 et 4 examinées.

Le site dispose de 12 poteaux incendie (PI) répartis autour du site et de deux réserves incendie d'un volume de 360 m³ et 120 m³.

Le dernier rapport de contrôle des PI réalisé par la société DESAUTEL en date du 05/07/2023 indique des débits mesurés entre 120 m³/h et 124 m³/h à 1 bar. Le DN des PI précisé dans ce rapport est DN100.

Le dernier rapport de reconnaissance opérationnel du SDIS a également été présenté (rapport n°55 du 07/12/2021). Ce rapport indique des débits mesurés allant de 120 m³/h à 140 m³/h à 1 bar sur des PI en DN150.

Enfin, lors de la visite terrain (cf photo ci-dessous), il est observé que les PI portent tous un affichage précisant qu'ils sont « surpressés » à 8,2 bar. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer cette information et les derniers rapports de vérification ne font pas mention d'une

telle pression dans le réseau.



Non-conformité : Les moyens en eau disponibles, poteaux incendie, ne répondent pas à la prescription édictée ci-dessus. Les DN ne semblent pas correspondre (a la vue de la forme du poteau et des différents rapports), le débit requis ne semble pas atteint.

Ces moyens ne paraissent ainsi pas suffisants pour répondre aux besoins en eau pour la lutte incendie du site, à savoir 360 m³/h disponibles durant 3h soit 1080 m³.

L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que les moyens dont il dispose sont suffisant pour couvrir les besoin en eau d'extinction incendie de son site.

Observation : il convient de s'assurer des informations présentes dans les différents rapports concernant le DN des 12 poteaux incendies présents sur le site ainsi que de la pression dans le réseau des PI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Défense incendie - EAI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

[...]

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- un réseau d'extinction automatique à eau (ou réseau sprinkler). il sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215, à la règle R1 de l'APSAD ou tout référentiel équivalent. Un espace de 1 mètre est

maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage.

L'alimentation des motopompes doit être secourue. Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

[...]

APA du 17/10/2012 - Article 7.3.4 Vérification périodique et maintenance des équipements :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Le site dispose d'un réseau d'extinction automatique incendie alimenté par 2 cuves de 700 m³.

Le dernier rapport de contrôle en date du 11/06/2024 (selon le référentiel NFPA13 pour les contrôles des 3 et 4/06/2024) réalisé par la société CLF SATREM fait état de 3 non-conformités (sans risque de mise en échec du système) et de plusieurs observations.

Le rapport issu de la précédente visite (en date du 20/11/2023) faisait déjà état de ces mêmes remarques.

Enfin après investigation, il apparaît que la majeure partie de ces constats est identifiée depuis la visite du 16/05/2022, date depuis laquelle la société CLF SATREM réalise les contrôles.

L'exploitant a mis en place quelques actions correctives concernant certaines observations (mais pas la totalité) mais n'a pas résorbé les non-conformités ni l'ensemble des observations issues de ces rapports.

Aucun outil de suivi ne permet de vérifier ou de suivre l'avancement des actions correctives mises en place à l'issue des contrôles réalisés.

Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un enregistrement ou suivi des suites données aux vérifications des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (particulièrement concernant son système d'extinction automatique incendie).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de **connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.**

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, **devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.** Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; **un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.** Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté en séance l'extraction hebdomadaire de son état des stocks (à la date du 17/06/2024).

Le volume présent sur le site est de 28 072 m³ (les quantités présentes sur site sont également disponibles en nombre d'articles et en poids).

L'état des stocks est disponible sur un "drive" consultable via un VPN indépendamment des conditions matériels du site.

L'exploitant dispose d'un plan du site en lien avec les quantités présentes dans son outil de suivi de l'état des stocks.

Aucunes piles ni batteries ne sont stockées sur le site.

Le site est entièrement automatisé, seule une zone au sein de la cellule 5 est aménagée pour réaliser du picking de petits colis.

L'exploitant ne réalise pas d'inventaire physique, les colis sont scannés en entrée et en sortie.

Observation : le plan de stockage du site pourrait utilement être amendé par la schématisation des modes de stockage présents au sein de chaque cellule ainsi que des zones de charge de batterie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense incendie (PDI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

[...]

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« **Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.**

[...]

APA du 17/10/2012 – Article 7.5.1.1 Plan d'Opération Interne (POI)

L'exploitant établit un POI.

[...]

APA du 17/10/2012 - Article 7.5.1.1.4 mise à jour du POI :

Le POI est mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

APA du 17/10/2012 - Article 7.5.1.1.5 organisation des exercices :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense incendie. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière mise à jour date d'avril 2020. Ce document n'est toutefois pas visé et n'est pas à jour.

Par ailleurs l'exploitant n'a pas réalisé de test depuis plus de trois ans.

Ce POI n'intègre pas le plan de défense incendie (PDI) tel qu'exigé par l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017.

En séance l'exploitant précise que le document est en cours de révision.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas d'un POI à jour ni d'un PDI (ou intégrant celui-ci).

<u>Non-conformité</u> : le POI n'a pas été testé depuis plus de trois ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article L.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Antériorité 1510
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>[...]</p> <p><u>Article R.513-1 du code de l'Environnement :</u></p> <p>I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué une demande de bénéfice des droits acquis auprès de la préfecture par courrier du 30/12/2021, toutefois ce document ne comporte pas les éléments requis : le tableau de classement est à corriger pour la rubrique 1510 (regroupant les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663).</p> <p><u>Observation</u> : L'exploitant devra transmettre à la Préfecture du Nord une demande d'antériorité à jour conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'environnement sur ses activités de stockage, ceci suite à la publication du décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées (sur les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Comportement au feu - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.2.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, portes coupe-feu
Prescription contrôlée : <u>APC du 25/11/2015 :</u> Les tirets 7,8 et 10 de l'article 7.2.1.1.1 "Dispositions générales" de l'arrêté du 17/10/2012 sont modifiés comme suit : <ul style="list-style-type: none">• les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures (EI 120) et sont munies d'un ferme-porte ;• les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures (EI 120), sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. Les locaux à risques particuliers doivent être isolés par des murs, planchers et des portes d'intercommunication munies de ferme-portes au moins coupe-feu de degré 2h(EI 120). Ces locaux sont : chaufferies, locaux de charge, locaux électriques(transformateurs), locaux techniques sprinklers et local maintenance ;• les passages de convoyeurs entre les cellules sont équipés de trappes coupe-feu de degré 1heure (EI 60)
Constats : Le jour de l'inspection, la porte coupe-feu menant des bureaux à la cellule 6 est en position ouverte, de même que 2 portes coupe-feu menant aux sanitaires. Ces portes sont maintenues ouvertes via un bloc-porte empêchant leur fermeture. L'exploitant a fermé ces portes durant la visite. <u>Observation :</u> il est rappelé à l'exploitant l'obligation de maintenir ces portes en position fermée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction et infiltration
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter référencé BET026 et déposé par l'exploitant le 28 février 2012 en Préfecture du Nord, dossier complété et modifié par le dossier de porter à connaissance du 27 janvier 2014, par le dossier de porter à connaissance de mai 2015 (réf. BET400-BIGS) déposé le 26 mai 2015 en Préfecture, par le dossier de porter à connaissance de septembre 2016 (réf. BET512)

déposé le 09 septembre 2016 en Préfecture, par le dossier de porter à connaissance (BET1085 - octobre 2018) déposé le 23 octobre 2018 en Préfecture et le dossier de porter à connaissance (BET1254 - décembre 2019) déposé le 13 décembre 2019 en Préfecture. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

APA du 17/10/2012 - Article 4.3.5.1 identification des effluents :

Les effluents du site sont :

[...]

Les eaux pluviales : on distingue trois types d'eaux pluviales :

- Les eaux pluviales de parkings et voiries des accès du site : elles sont collectées, transitent par un séparateur d'hydrocarbures puis se déversent dans le bassin d'infiltration avec surverse (limitée à 2 l s/ha au réseau public. Une vanne manuelle et motorisée asservie au déclenchement du système d'extinction automatique permet d'obturer le passage en amont du séparateur hydrocarbures en cas de sinistre.
- Les eaux pluviales des autres voiries sont collectées vers un bassin étanche dimensionné pour une pluie centennale. Un séparateur hydrocarbures en sortie de bassin étanche permet de traiter les effluents vers le bassin d'infiltration. Une vanne manuelle et motorisée asservie au déclenchement du système d'extinction automatique permet d'obturer le passage en amont du séparateur hydrocarbures en cas de sinistre, permettant la rétention des eaux d'extinction incendie dans le bassin étanche, les cours camions (sur 20cm maximum de profondeur) et les réseaux.
- Les eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées sont collectées, et déversées dans les bassins d'infiltration avec surverse (limitée à 2l s/ha) raccordée au réseau public.

APA du 17/10/2012 - Article 7.6.2 confinement :

Le volume de rétention défini à l'article 7.6.2 confinement est porté à 2 324 m³ au lieu de 2 050 m³ repris dans l'arrêté du 17 octobre 2012.

Par ailleurs, le mode de rétention sur site défini à ce même article est modifié comme suit :

Le volume de rétention sur le site est réalisé par :

- **la rétention dans un bassin extérieur étanche d'un volume de 7 944 m³ assurant la régulation d'une partie des eaux pluviales et la rétention des eaux incendie ;**
- la rétention au niveau des quais avec une profondeur d'eau limitée à 20cm ;
- la rétention dans les canalisations enterrées d'eaux pluviales. Il n'y a pas de rétention des eaux incendie dans les bâtiments.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu démontrer que le bassin de confinement des eaux incendie (faisant également tamponnement des eaux pluviales) était effectivement étanche, celui-ci étant recouvert de végétation (cf photo). Il convient de démontrer son étanchéité ainsi que le volume effectivement disponible.

Le bassin d'infiltration des eaux pluviales est, quant à lui, recouvert de végétation dense et d'arbres (cf photo). Il convient de justifier que cette configuration ne remet pas en cause le débit d'infiltration.

<u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u>
<p>L'exploitant doit transmettre la justification de l'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ainsi que de la capacité d'infiltration du bassin d'infiltration au vu de l'absence de maintenance de celui-ci.</p> <p>Les volumes disponibles de ces deux bassins doivent également être précisés et démontrés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, PAC de modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les zones de charges de batterie ont été modifiées vis à vis de la situation autorisée par l'arrêté préfectoral du 01/12/2020 (cf point de contrôle n°1).</p> <p>Par ailleurs des zones de stockage de palettes en masse sont présentes au sein des cellules 3 et 5 (cf photos). Ces stockages ne sont pas autorisés. Il convient de les retirer et de régulariser leur situation dans le cas où l'exploitant souhaiterait pérenniser ces modes et lieux de stockage.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les porter à connaissance sont préalables à la réalisation de modifications.</p> <p><u>Non-conformité :</u> il convient de porter à la connaissance l'ensemble des modifications survenues sur le site avec tous les éléments utiles d'appréciation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois